



Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Laurent JAOUL, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Joël RAYMOND

Aménagement durable - Gratuité des transports urbains pour les habitants de la Métropole - Mise en œuvre de la 2ème étape avec la gratuité pour les "moins de 18 ans" et les "plus de 65 ans" - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°2020-100 du 31 juillet 2020, le Conseil de Métropole a voté la mise en place de la gratuité des transports le week-end sur le réseau TaM pour les habitants de la Métropole. Ambitieuse et vertueuse, cette mesure écologique, économique et solidaire a ainsi constitué la 1^{ère} phase dans la mise en œuvre de la gratuité totale du réseau TaM qui doit intervenir d'ici la mi-mandat pour les habitants qui résident dans l'une des 31 communes du territoire.

Ainsi, depuis le 5 septembre dernier, près de 80 000 habitants de la Métropole ont fait l'acquisition d'un Pass « *gratuité week-end* » afin de voyager librement et gratuitement sur le réseau TaM le samedi et le dimanche. Depuis la mise en place de cette 1^{ère} phase de la gratuité, c'est ainsi plus de 650 000 trajets qui ont été réalisés avec le Pass Week-end, soit une moyenne de 43 % des voyages réalisés le week-end.

Face à ce succès avéré, une seconde phase sera déployée en septembre 2021 avec la gratuité des transports pour les moins de 18 ans et les plus de 65 ans. Les Pass « *plus de 65 ans* » d'une part et « *moins de 18 ans* » d'autre part seront ainsi accessibles aux habitants de la Métropole à partir du 1^{er} septembre prochain. Cette mesure contribuera ainsi à améliorer le pouvoir d'achat des habitants de la Métropole et à favoriser une mobilité vertueuse en matière d'impact environnemental.

La mise en place du Pass « *moins de 18 ans* » s'inscrit par ailleurs en cohérence avec les décisions prises par le Syndicat Mixte Hérault Transport, les membres du Syndicat, la Région Occitanie et les Autorités organisatrices de la Mobilité, ayant en effet décidé de supprimer la part à charge des familles pour l'aller-retour « scolaire », et cela dès la rentrée de septembre prochain.

Cette seconde phase de la gratuité constituera ainsi une nouvelle brique du « choc des mobilités » que la Métropole de Montpellier souhaite mettre en œuvre sur son territoire. Véritable changement de paradigme, ce choc des mobilités vise un transport public plus attractif et accessible pour le plus grand nombre. Il s'appuiera également sur d'autres leviers tels que les modes actifs, et plus particulièrement l'usage du vélo, ou bien encore les mobilités partagées comme le covoiturage et l'autopartage.

La mise en place de la phase 2 de la gratuité sera intégrée dans un avenant n°4 au contrat de Délégation de Service Public qui nous lie à la société TaM et qui fera l'objet d'une délibération lors du Conseil de Métropole de juillet prochain.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la mise en œuvre de la seconde étape de la mise en œuvre de la gratuité intégrale du réseau TaM, pour les « moins de 18 ans » et « plus de 65 ans » de la Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161968-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.